

La troisième cause est le gonflement de la masse monétaire par l'intermédiaire de la banque centrale, ainsi que l'expansion du crédit. Celle-ci a dépassé la croissance de la production et a par conséquent contribué à la spirale inflationniste.

L'une des choses que blâmaient les libéraux comme cause de l'inflation pendant la campagne électorale de 1974 est le coût des marchandises importées, mais ils n'en parlent plus aujourd'hui. En 1974, ils soutenaient—ce qui est vrai aujourd'hui—que nous ne pouvions contrôler le prix des aliments et des autres marchandises que nous devons importer. Nous ne pouvons rien changer au prix des bananes ou du café.

Nous avons dû payer l'énergie très cher. A cause de l'absence d'une politique nationale de l'énergie, l'Est du Canada a dû importer du pétrole du Moyen-Orient et du Venezuela à prix très élevé. Ce prix est passé de \$2.80 à \$12 le baril en quelques années, contribuant ainsi à l'inflation. Il y a donc, madame l'Orateur, quatre grandes causes à l'inflation.

Il nous faut cependant préciser que les revendications salariales ne sont pas au nombre de ces causes. C'est chose courante chez le ministre des Finances (M. Macdonald), le premier ministre (M. Trudeau) et certains éditorialistes de montrer du doigt les travailleurs en leur disant que leurs revendications salariales sont à l'origine de l'inflation qui sévit aujourd'hui. Quiconque prend le temps de faire une analyse économique et statistique de l'inflation au Canada pendant ces trois dernières années doit conclure que ce n'est pas le cas et que les demandes salariales n'ont pas fait grimper le taux d'inflation. Je l'ai déjà dit, l'indice des prix à la consommation a subi une hausse de 33 p. 100 au cours des trois dernières années, madame l'Orateur, et les salaires, de 36 p. 100 soit annuellement 1 p. 100 de plus que l'indice des prix.

● (2030)

Il y a quelques semaines, le gouverneur de la Banque du Canada a reconnu que les demandes salariales n'étaient pas à l'origine de l'inflation. Il est clair que la plupart des travailleurs canadiens ont été liés par des conventions de deux ou trois ans. Ils ont été forcés d'accepter les hausses de prix qui se sont produites au cours des trois dernières années, alors que leurs salaires restaient bloqués par contrat. Autrement dit, les prix ont augmenté avant les salaires. Nous savons, par expérience, qu'au Canada les demandes salariales ont toujours suivi les hausses de prix. C'est indiscutable. Même le ministre des Finances a reconnu la semaine dernière, au cours du débat, que les demandes salariales des travailleurs n'avaient pas provoqué l'inquiétante escalade du coût de la vie qui sévit depuis trois ans.

Il intéressera peut-être les députés de savoir que des représentants du gouvernement manitobain, ont cité, hier à la conférence des ministres des Finances, des données de Statistique Canada pour démontrer que, depuis janvier, l'inflation est, pour 75 p. 100, due à la hausse des prix du transport, du logement et de l'alimentation.

Je reconnais que des demandes salariales excessives peuvent favoriser l'inflation et même amener une inflation galopante. Nous nous opposons, comme beaucoup d'autres, à des demandes salariales injustifiées sans rapport avec l'augmentation de la productivité ou des bénéfices de la société concernée. Je l'ai déjà dit; dans notre économie, cette situation est exceptionnelle. Tel est également l'avis du gouverneur de la Banque du Canada.

Les libéraux ont fondé leur campagne électorale de 1974, sur le refus des mesures de contrôle. Il est toutefois inté-

Loi anti-inflation

ressant de noter qu'en 1972 et 1973, lorsque nous avons connu une hausse inquiétante des prix, et, partant, des profits (les profits moyens des sociétés ont alors augmenté de 40 p. 100 et même de 200 p. 100 dans le cas de certaines sociétés pétrolières), le gouvernement n'a pas imposé de contrôle sélectif des prix pour mettre un frein à la montée inflationniste. Maintenant que l'inflation a pris des proportions gigantesques, le gouvernement est acculé au pied du mur et doit établir le programme de réglementation des prix et des salaires que l'on connaît.

Le premier ministre a soutenu que la surenchère inflationniste par les travailleurs, attitude provoquée par l'inertie du gouvernement, conduit les travailleurs à exiger des salaires élevés en vue de rattraper ce qu'ils ont perdu. D'autres veulent des salaires élevés pour se prémunir contre les méfaits de l'inflation pendant les deux ou trois ans de leur convention.

On entend aussi les ministres libéraux soutenir que l'inflation provient de ce qu'il y a une demande trop forte, que nous vivons au-dessus de nos moyens et que nous devons nous serrer la ceinture. En d'autres mots, nous devons réduire les dépenses des consommateurs. Et quel effet aura la réduction des dépenses des consommateurs sur l'économie?

Le gouvernement peut réduire les dépenses des consommateurs soit en augmentant les impôts des particuliers, soit en contrôlant les salaires. De toute façon, le consommateur à moins d'argent à dépenser. Il ne peut donc pas acheter beaucoup et la demande diminue. Mais réduire la demande, réduire la consommation, c'est nuire à la production. Les fabriques ne produiront pas autant, les travailleurs seront mis en disponibilité et le chômage augmentera. C'est exactement ce dont nous blâmons le gouvernement actuel. Il n'a pas évalué correctement les répercussions du contrôle des salaires. Ce contrôle va certainement réduire les dépenses des consommateurs et accroître le chômage. Et 700,000 Canadiens en chômage, c'est déjà trop. A quoi pense le gouvernement? Je ne sais pas comment les citoyens s'en tireront, car nous allons vers une crise qu'aggraverait encore cette politique.

En fait, l'économie n'est pas surchauffée du tout. Nous sommes en période de récession, le taux de chômage n'a jamais été aussi élevé depuis la grande crise. Nos industries de fabrication ne donnent pas, je le répète, leur plein rendement. Elles ne produisent pas tout ce qu'elles sont en mesure de produire. Voilà pourquoi nous soutenons que le programme anti-inflation présenté par le gouvernement repose sur de fausses données et que l'inflation actuelle s'explique par l'absence de contrôle sélectif des prix, qui ont monté vertigineusement ces trois dernières années.

Cette politique des revenus est censée contrôler les prix mais, comme je vais vous le démontrer, elle contrôlera les salaires et ce sont les salariés qui devront payer parce que le gouvernement n'a pas su contrôler les prix au cours des dernières années. En fait, le gouvernement Trudeau essaiera de combattre l'inflation en contrôlant les salaires. Mais, les contrôles proposés par le gouvernement libéral atteindront-ils leur but?

Je suppose que les certains libéraux écoutent avec cynisme. Je citerai, donc un de leur préféré, l'ancien ministre des Finances, maintenant simple député d'Ottawa-Carleton (M. Turner). Il y a huit mois seulement, il déclarait:

D'après l'expérience d'autres pays, en particulier les États-Unis et le Royaume-Uni, une réglementation complète et générale des prix et des salaires semble non seulement perturber la croissance économique mais, à long terme, ne contribue guère à enrayer l'inflation et peut même l'aggraver... Ce n'est que grâce à une économie expansionniste